



La chronique d'une guerre annoncée contre l'Iran

La pression anglo-américaine s'accroît sur la Turquie

Par [Cem Ertür](#)

Mondialisation.ca, 23 juin 2008

23 juin 2008

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Couvrant la période de mars à juin 2008, cet article va tenter de mettre en évidence les principales pressions politiques exercées par les gouvernements américain et britannique sur la Turquie en raison de leurs plans de guerre contre l'Iran. Cet article est complémentaire à un article antérieur intitulé « Est-ce que la Turquie sera encore complice d'une autre guerre contre un autre pays voisin? » [1]



« *[Le Moyen-Orient] pourrait connaître un très bel avenir:... un lieu propice à l'innovation et à la découverte, dirigé par des hommes et des femmes libres. Au cours des dernières années, nous avons vu naître les débuts prometteurs de ce projet. La Turquie, une nation dont la majorité de la population est de confession musulmane, est une démocratie moderne et prospère. L'Afghanistan, sous la direction du président Karzai, parvient à triompher des Talibans et à construire une société libre. L'Iraq, sous la direction du premier ministre Maliki est en voie de créer une démocratie multiethnique.* » Discours du président des États-Unis, George W. Bush (Forum économique mondial, à Charm el-Cheikh, le 18 mai 2008) [2]

La Turquie a été le dernier arrêt du vice-président des États-Unis Dick Cheney lors de sa tournée au Moyen-Orient en mars dernier. La couverture de l'événement par la presse turque donnait l'impression que M. Cheney n'avait fait aucune demande au président de la Turquie, ni au premier ministre ni au chef d'état major, en regard de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et/ou en Afghanistan. Compte tenu de l'évidente hostilité anglo-américaine qui s'accroît continuellement sur tous les fronts face à l'Iran, ce n'était pas très plausible. En fait, tous les indices laissent entendre depuis lors le contraire.

Peu de temps après la visite de M. Cheney, la société américaine RAND Corporation a publié un rapport sur les relations américano-turques:

« Compte tenu de ses intérêts au Moyen-Orient et compte tenu des tensions dans les relations américano-turques, on doit s'attendre que la Turquie soit dorénavant toujours réticente à permettre aux États-Unis d'utiliser ses bases [militaires], en particulier la base aérienne [US] d'Incirlik, pour y entreprendre des opérations de combat au Moyen-Orient... Il est peu probable que la Turquie soutienne les politiques américaines visant à isoler l'Iran et la Syrie ou à renverser les régimes de ces deux pays. » [3]

Plusieurs visites de hauts responsables américains se sont succédées à la suite [de celle de]

M. Cheney. En avril, l'ambassadeur américain auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (l'AIEA) Gregory Schulte, a fait des commentaires au sujet des missiles balistiques Shahab-3 de l'Iran:

« Les Shahab-3 peuvent frapper presque partout en Turquie et au Moyen-Orient et les missiles à longue portée pourraient atteindre des régions plus éloignées en Europe. » [4]

Le mois suivant, lors d'une conférence tenue à Washington, l'ambassadeur de Turquie aux États-Unis Nabi Sensoy s'est fait l'écho à M. Schulte:

« L'Iran a élaboré des programmes (nucléaires) clandestins pendant plus de deux décennies et ces programmes représentent « une menace pour la Turquie ainsi que pour les États-Unis. » [5]

La visite impériale de la Reine Élisabeth

Lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Ali Babacan en avril à Londres, le ministre britannique des affaires étrangères David Miliband, a déclaré:

« Nos relations bilatérales sont vraies, excellentes et très estimées... La Turquie a un rôle essentiel à jouer dans les questions régionales, telles que dans le conflit en Irak et dans les préoccupations qui entourent le programme nucléaire iranien. » [6]

Le mois suivant, la reine Elizabeth II et M. Miliband ont fait une visite d'État en Turquie. Le 13 mai, Elle a donné un discours à l'occasion d'un banquet d'État à Ankara:

« Pour nous, la Turquie est plus importante aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été... À l'étranger, la Turquie occupe une position unique tel un pont entre l'Est et l'Ouest à un moment crucial pour l'Union européenne et pour le monde en général ... [Monsieur le Président Abdullah Gul], vous jouez un rôle clé dans la promotion de la paix, dans la stabilité politique et le développement économique auprès d'un certain nombre de pays très instables. » [7]

Ces deux déclarations font étrangement penser au discours de Tony Blair trois mois avant que ne soit officiellement lancée l'ultime invasion de l'Iraq:

« Je pense que c'est un moment très important et passionnant pour l'Union européenne et pour la Turquie et je crois que nous avons une occasion historique d'envoyer un signal clair à l'effet que l'Union européenne veut de la Turquie dans la famille européenne à titre de partenaire à part entière. » [8]



Comme toujours, pour les médias turcs et internationaux il ne s'agissait uniquement que d'une visite amicale de la Reine qui n'avait pas d'autres objectifs que celui de soutenir l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

L'écoute d'un récital du Coran avec la tête couverte dans une mosquée située à Bursa (qui est la première capitale de l'Empire Ottoman), a remué même ceux qui en d'autres temps sont profondément anti-religieux.

Tout aussi symbolique, mais encore plus révélateur, fut la réception qu'Elle a tenue pour le président turc Abdullah Gul [9] à bord d'un porte-avions de la Marine Royale à Istanbul [10].

En fait, le porte-avions HMS Illustrious était sur le chemin du retour suite à « l'Opération Orion 08, » un exercice naval regroupant plusieurs pays et réalisé dans le golfe Persique en guise de répétition à une éventuelle guerre contre l'Iran. [11] [12]

Retournons en octobre 2007 lorsque le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue britannique M. Gordon Brown ont signé « l'Accord de partenariat stratégique entre la Turquie et le Royaume-Uni. » Les points suivants de ce document révèlent la similitude frappante de la politique étrangère du Royaume-Uni et des États-Unis à l'égard de la Turquie:

« Le renforcement de la coopération face à la menace terroriste que représentent le PKK,... Al-Qaida et les autres groupes extrémistes. » « Le soutien du processus du Conseil de sécurité des Nations Unies à l'égard de l'Iran, y compris l'application intégrale des mesures imposées. » « La poursuite de la coopération entre les forces armées du Royaume-Uni et de la Turquie et le soutien mutuel dans les forums de l'OTAN. » « La coopération... pour s'assurer que l'OTAN peut appliquer pleinement les ententes convenues au Sommet de Riga de 2006. » [13]

Il est également important de se rappeler ce que le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband, qui est souvent considéré comme le successeur de M. Brown, a déclaré lors du cinquième anniversaire de l'invasion de l'Irak en mars 2003 que:

« Je pense que la guerre en elle-même a été une remarquable victoire. Tout s'est déroulé beaucoup mieux que ce que la plupart des gens ne le croyaient. » [14]

La déclaration suivante, faite un mois plus tôt, rend sa position sur les éventuelles guerres anglo-américaines claire comme de l'eau de roche:

« Je crois que les discussions entourant la guerre en Irak ont occulté le débat visant à promouvoir la démocratie dans le monde. Je comprends les doutes concernant l'Iraq et l'Afghanistan, de même que les grandes préoccupations au sujet des erreurs commises. Mais mon argumentation se résume à dire que nous ne devons pas laisser les discordes sur ces conflits masquer notre intérêt national, qu'importe notre impulsion morale, en soutenant les mouvements favorables à la démocratie... Dans les années 1990... la gauche semblait se contredire sur l'opportunité d'atteindre cet objectif et leur scrupule à utiliser des moyens militaires. En fait, l'objectif de répandre la démocratie doit être un projet très progressiste; les ressources nécessaires doivent amalgamer toutes les forces, les douces et les violentes. » [15]

Les pressions des États-Unis sont désormais à leur plus fort

Au début du mois de juin, « l'Accord de coopération concernant l'usage pacifique de l'énergie nucléaire entre la Turquie et les États-Unis » est entré en vigueur:

« L'accord fournit un cadre global de coopération nucléaire à des fins pacifiques entre les États-Unis et la Turquie en vertu des conditions et des contrôles de non-prolifération prévus. » [16]

Le 5 juin, la Maison Blanche a annoncé la nomination du vice conseiller à la Sécurité nationale James Jeffrey Franklin à titre d'ambassadeur des États-Unis en Turquie. En sa qualité d'ancien principal sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires du Proche-Orient, M. Jeffrey a joué un rôle de premier plan dans la politique concernant l'Irak et il co-présidait

l'ancien « Groupe de politique et d'opérations Iran-Syrie » [17]:

« Le fameux Groupe de politique et d'opération - Iran-Syrie - Policy and Operation Group (ISOG), créé en début de l'année 2006, composé de responsables de la Maison Blanche, du département d'État [US], de la CIA et du département du Trésor, avait pour mandat de déstabiliser la Syrie et l'Iran, et de parvenir à faire un « changement de régime ». » [18]

Le jour de sa visite aux États-Unis où il se rendait principalement pour participer à la réunion des Bilderberg (pour la cinquième fois [19]), le ministre turc des Affaires étrangères Ali Babacan a tenu une conférence de presse avec son homologue américaine Condoleezza Rice:

« Question: Madame la Secrétaire, qu'attendez-vous de la Turquie - qu'elle augmente la pression sur l'Iran au-delà des sanctions de l'ONU?

Rice: Tous les États membres ont l'obligation d'appliquer les termes de ces résolutions et d'utiliser toutes les instances qu'ils ont avec les Iraniens pour insister sur le fait que les Iraniens doivent s'acquitter de leurs obligations que leur a imposées le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Babacan: La Turquie applique les résolutions du Conseil de sécurité. Tant que la communauté internationale aura une position commune, la Turquie appliquera ces décisions. » [20]

Le même jour, de retour en Turquie, le chef d'état-major général des Forces armées turques Yasar Buyukanit dans son discours d'ouverture au symposium international à Istanbul, intitulé « Le Moyen-Orient: Son avenir incertain et les problèmes de sécurité, » a été beaucoup plus direct:

« Jusqu'à la mi-2003, l'Iran a construit des installations nucléaires et a poursuivi l'enrichissement de l'uranium en le dissimulant aux yeux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il a approuvé les inspections de l'AIEA, mais il ne l'a pas fait par le biais d'un processus constitutionnel. L'Iran doit nous donner l'entière confiance que son programme nucléaire se fait exclusivement à des fins pacifiques. L'adoption de politiques sensées par l'Iran, qui permettrait d'éviter de nouveaux problèmes auxquels est confrontés la région, est très importante pour rétablir la paix et la stabilité au Moyen-Orient. » [21]

Toutefois, M. Buyukanit n'a pas été aussi prompt à répondre lorsque lui a été adressée une question concernant un récent reportage publié par la presse au sujet des forces armées turques qui envisagent d'étendre le champ d'application des « unités irrégulières de guerre » qui fonctionnent comme une « contre-guérilla ». Le reportage dévoile que « des préparatifs très secrets concernant des méthodes de lutte clandestine pourraient être utilisées lors d'opérations menées de concert avec nos forces armées lors d'une éventuelle violation de l'intégrité territoriale du pays par une force ennemie. » [22] M. Buyukanit a alors répondu:

« C'est un très vieux concept qui remonte à la Guerre froide et qui n'est plus valable: Si, dans le contexte de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, la Turquie avait été envahie par les Soviétiques, alors il y aurait eu de la résistance dans les zones occupées. Cela n'a plus lieu d'être, nous n'avons plus de telles structures puisqu'il n'est plus nécessaire d'en avoir. En fait, qui voudrait envahir la Turquie? » [23]

En dépit de ce langage évasif, il est clair que M. Buyukanit se réfère à l'article V de la Charte de l'OTAN, [24], qui prévoit que les membres de l'Alliance doivent venir en aide à un allié qui est attaqué. Selon le rapport de la société RAND Corporation cité plus haut:

« La Turquie est le seul membre de l'OTAN qui fait face à la menace d'une attaque extérieure (Iran, Syrie). La Turquie est donc très préoccupé par le fait que l'article 5 (la défense collective) demeure toujours le centre de la mission de l'Alliance et que l'emphase mise sur la gestion de cette crise n'affaiblisse pas cet engagement de défense collective prise par l'Alliance. » [3]

Faire appel à l'article V pour recourir à la guerre n'est jamais arrivé... Un autre rapport de la RAND Corporation publié en 1992 révèle jusqu'à quel point cette propagande est ancienne :

« La guerre du Golfe [de 1991] et ses suites ont simplement confirmé et renforcé la nouvelle volonté entourant les ambitions régionales d'un accroissement des arsenaux à l'intérieur des frontières de la Turquie, à tout le moins comparable à la menace sans cesse croissante posées par les armes de destruction massive ... La perspective de voir l'Iraq représenter à nouveau une menace conventionnelles ou non conventionnelle à la Turquie est une source évidente de préoccupations, en ce sens que la Turquie joue un rôle prépondérant dans la coalition contre Bagdad... Par-dessus tout et à long terme la Turquie est confrontée à des risques pour la sécurité face à l'Iran, avec ses visées belliqueuses en Azerbaïdjan et son vif intérêt pour la technologie nucléaire et les missiles balistiques, et la Syrie... Les États-Unis, tant sur le plan bilatéral que par son rôle au sein de l'OTAN, demeure la meilleure garantie à la sécurité de la Turquie en ce qui concerne les risques les plus dangereux auxquels la Turquie sera confrontée à long terme... » [25]

Le 17 juin, le quotidien turc Hurriyet a rapporté l'échange suivant:

« Récemment, l'ambassadeur [sortant] des États-Unis en Turquie Ross Wilson a rendu visite au ministre turc de l'énergie [Hilmi Guler] pour lui demander de mettre fin aux accords énergétiques [pétrole et gaz] conclus avec l'Iran. Le ministre de l'énergie a rejeté la demande sur la base d'absence d'une autre source alternative [d'approvisionnement]. Lorsque Wilson a suggéré d'acheter de l'énergie en provenance de l'Iraq, le ministre turc lui a signifié son désaccord face à cette volonté que l'Irak puisse représenté une alternative en indiquant que l'Iraq n'avait pas de réserves de gaz. Il a dit: « Un oiseau dans la main vaut mieux que deux oiseaux sur un arbre. » En réponse, l'ambassadeur Wilson a déclaré «dans un court laps de temps, il est possible que l'oiseau brûle avec la branche, sur laquelle il est posé. » [26]

Deux jours plus tard, dans un entretien avec le quotidien turc Aksam, l'ambassadeur d'Israël en Turquie Gabby Levy a affirmé que les armes de l'Iran représentent une menace pour l'ensemble du Moyen-Orient. [27]

D'autre part, dans une autre interview récente avec le même journal, le membre du Congrès des États-Unis Mark Kirk a présenté un autre volet de désinformation qui vise à reconforter le public de plus en plus anxieux et sceptique de la Turquie. Il a fait valoir que, depuis le rejet de la motion parlementaire de mars 2003 (visant à permettre aux troupes américaines d'utiliser le sol turc pour envahir l'Irak), l'importance de la Turquie a diminué de 90%. Lorsqu'il fut interrogé sur ce que les États-Unis attendent de la Turquie lors d'une éventuelle attaque contre l'Iran, il a déclaré:

« Les États-Unis s'attendent que la Turquie n'interfère en quoi que ce soit. Telle que la Belgique. » [28]

Pendant ce temps, un processus politique parrainé par les États-Unis est entré dans sa phase finale et il consiste à avertir l'ensemble de la classe politique de la Turquie à se conformer aux règles établies. Ce processus vise, sans relâche, à fs'assurer qu'un gouvernement totalement obéissant soit au pouvoir avant de lancer la prochaine guerre anglo-américaine contre l'Iran et peut-être contre la Syrie.

NOTES

[1] Est-ce que la Turquie sera encore complice d'une autre guerre contre un autre pays voisin?

Par Cem Ertür, CASMII, 24 Février 2008

<http://www.alterinfo.net/La-guerre-annoncee-contre-l-Iran>

[2] President Bush Attends World Economic Forum

by George W. Bush, Whitehouse.gov, 18 May 2008

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2008/05/20080518-6.html>

[3] Turkey as a US Security Partner

by F. Stephen Larrabee, RAND Corporation, April 2008

http://rand.org/pubs/monographs/2008/RAND_MG694.pdf

[4] United States and Turkey: Strategic Allies for Global Challenges

by Gregory L. Schulte, U.S. Department of State web site, April 29, 2008

http://vienna.usmission.gov/080428_turkey.html

[5] Turkish Ambassador to U.S. Calls Iran « a threat to Turkey as well as to the US »

by Andrew Cochran, Counterterrorism Blog, 19 May 2008

http://counterterrorismblog.org/2008/05/turkish_ambassador_to_us_calls.php

[6] Britain praises « excellent » ties with Turkey in London talks

Monsters and Critics, 14 April 2008

http://www.monstersandcritics.com/news/uk/news/article_1399838.php/Britain_praises_"otexcellent_>_ties_with_Turkey_in_London_talks

[7] Text of The Queen's speech at the State Banquet in Turkey, 13 May 2008

British Monarchy web site, 13 May 2008

<http://www.royal.gov.uk/output/Page6254.asp>

[8] Blair presses for Turkey's EU membership

BBC News, 12 December 2002

http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk_politics/2567451.stm

[9] International Visitor Leadership Program Alumni.

U.S. Department of State web site

<http://exchanges.state.gov/education/ivp/alumni.htm>

[10] Illustrious welcomes The Queen for Istanbul Royal Reception

UK Ministry of Defence web site, 16 May 2008

<http://www.mod.uk/defenceinternet/defencenews/historyandhonour/illustriouswelcomesthequeenforistanbulroyalreception.htm>

[11] 5th Fleet Focus: Order of Battle

Information Dissemination, 10 May 2008

http://informationdissemination.blogspot.com/2008/05/5th-fleet-focus-order-of-battle_10.html

[12] Carrier deployment adds to Iran war fears

PSCA International, 2 November 2007

http://www.pscainternational.org/news_story.asp?id=4281

[13] Turkey UK Strategic Partnership 2007/08

British Embassy web site, 25 October 2007

<http://www.britishembassy.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket>

[/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1107296213134&a=KArticle&aid=1188506830446](http://www.britishembassy.gov.uk/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1107296213134&a=KArticle&aid=1188506830446)

[14] Building peace in Iraq harder than expected, says Miliband

by Richard Norton-Taylor, Guardian, 21 March 2008

<http://www.guardian.co.uk/world/2008/mar/21/iraq.iraq>

[15] 'The democratic imperative' Aung San Suu Kyi lecture by Rt Hon David Miliband

by David Miliband, British Embassy web site, 12 February 2008

<http://www.britishembassy.gov.uk/Files/kfile/Miliband.0.htm>

[16] Statement on U.S.-Turkey Agreement for Nuclear Cooperation (123 Agreement)

by Sean McCormack, US Mission to Italy web site, 2 June 2008

http://italy.usembassy.gov/viewer/article.asp?article=/file2008_06/alia/a8060302.htm

[17] US unit works quietly to counter Iran's sway

by Farah Stockman, Boston Globe, 2 February 2007

http://www.boston.com/news/world/articles/2007/01/02/us_unit_works_quietly_to_counter_irans_sway/

[18] « Islamic Terrorists » supported by Uncle Sam: Bush Administration « Black Ops » directed against Iran, Lebanon and Syria

by Michel Chossudovsky, Global Research, 31 May 2007

<http://www.globalresearch.ca/index.php?aid=5837&context=va>

[19] Bilderberg 2008 Attendee List

American Free Press

http://www.americanfreepress.net/html/bilderberg_list_2008.html

[20] Remarks With Turkish Foreign Minister Ali Babacan After Their Meeting

U.S. Department of State web site, 5 June 2008

<http://www.state.gov/secretary/rm/2008/06/105690.htm>

[21] Buyukanit'tan önemli tespitler

Ihlas Haber Ajansı, 5 June 2008

<http://www.ihaber.com.tr/Haber/detay.aspx?nid=24215&cid=8&haber=Buyukanittan-onemli-tespitler>

[22] Genelkurmay'ın yeni kontrgerilla planı

by Mehmet Baransu, Taraf, 2 June 2008

<http://www.taraf.com.tr/haberv.asp?HaberNo=9362>

[23] Buyukanit'tan ilimli Islam aciklamasi
Hurriyet, 5 June 2008
<http://arama.hurriyet.com.tr/arsivnews.aspx?id=9105243>

[24] The North Atlantic Treaty
NATO web site, 4 April 1949
<http://www.nato.int/docu/basic/txt/treaty.htm>

[25] Bridge or Barrier? Turkey and the West After the Cold War
by Ian O. Lesser, The RAND Corporation, 1992
<http://www.rand.org/pubs/reports/2006/R4204.pdf>

[26] ABD'de konusulan Turkiye-1
by Nagehan Alci, Aksam, 9 June 2008
<http://www.aksam.com.tr/haber.asp?a=120570,11>

[27] 'Turkiye'de sistem cok guclu, bu krizi de kolaylikla cozer'
by Nagehan Alci, Aksam, 19 June 2008
<http://www.aksam.com.tr/yazar.asp?a=121357,10,5>

[28] The Black Sea oil fields may make Turkey energy independent
by Emrullah Uslu, Jamestown Foundation, 17 June 2008
http://jamestown.org/edm/article.php?article_id=2373153

Article original en anglais publié le 21 juin 2008:
<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=9407>

Traduit par Dany Quirion pour [Alter Info](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Cem Ertür](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Cem Ertür](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

